

Accélérer les yeux fermés: un passe droit pour le projet minier Matawinie, déjà critiqué pour ses impacts sur l'eau

Montréal, le 13 novembre 2025 - Des organisations environnementales et citoyennes s'opposent à ce que le gouvernement du Canada ajoute le projet minier Matawinie, de Nouveau Monde Graphite (NMG), au rang des « projets d'intérêt national », car les activités d'exploration minière de NMG auraient déjà engendré une détérioration des cours d'eau de la région. Un [rapport](#) à cet effet a été publié au printemps dernier.

Ils dénoncent également l'octroi d'importantes sommes publiques à cette exploitation visant notamment à fournir l'industrie militaire.

« Alors que Nouveau Monde Graphite se présentait comme une solution à la crise climatique et n'en était qu'à l'étape des forages, nous observions déjà une détérioration inquiétante des cours d'eau autour de sa future mine. Maintenant qu'elle se présente comme un fournisseur de l'industrie militaire, qu'en sera-t-il lorsque la compagnie creusera, en accéléré, une fosse de 2 kilomètres avec le soutien financier du gouvernement fédéral ? » questionne **Émile Cloutier-Brassard**, responsable des dossiers miniers chez Eau Secours.

Les organismes demandent donc au gouvernement du Canada de retirer le projet Matawinie de NMG de la liste des projets d'intérêt national.

Afin d'éviter une contamination des milieux hydriques, tels le lac Taureau et la rivière Matawin, le projet minier Matawinie doit souscrire au même encadrement réglementaire que les autres mines du Canada. C'est pourquoi [Eau Secours a demandé](#), le 31 octobre dernier, d'élargir la portée du *Règlement sur les effluents des mines de métaux et des mines de diamants* et du *Règlement sur les activités concrètes* pour inclure le **graphite** à l'encadrement de ces deux règlements.

À défaut de répondre favorablement à ces demandes, les organismes estiment que le gouvernement du Canada faillit dangereusement à sa responsabilité, à son devoir de consultation de la population et à [ses engagements pour la protection de l'eau douce](#).

« Le gouvernement semble oublier complètement que la préservation de l'eau douce et de l'environnement est une priorité d'intérêt national. Si, dans le futur, le Canada devait manquer d'eau par manque de vision politique aujourd'hui, ce ne sont ni les opportunités économiques, ni l'armement produit fièrement avec du graphite "canadien" qui viendront régler ce problème » se désole **Rébecca Pétrin**, directrice-générale d'Eau Secours.

« Il importe plus que jamais de mettre à jour la réglementation fédérale : le gouvernement canadien ne peut pas se permettre de soutenir massivement l'industrie minière tout en l'exemptant de se conformer aux règles minimales dont le pays s'est doté » s'indigne **Rodrigue Turgeon**, avocat, co-porte-parole de la Coalition Québec meilleure mine.

Les organismes rappellent qu'un [sondage réalisé par la firme Léger](#) a révélé, en 2022, que la grande majorité de la population québécoise (86%) demande « **que tous les projets de mines et d'agrandissement de mines soient soumis à des évaluations environnementales** ».

« Le récent virage du projet Nouveau Monde Graphite vers l'armement illustre une orientation troublante : Ottawa et Québec privilégient les intérêts militaires au détriment de la lutte aux changements climatiques. Les minéraux critiques comme le graphite sont essentiels pour nos panneaux solaires et nos batteries, mais avant de creuser partout, réutilisons ce qu'on a déjà! Protégeons les écosystèmes sensibles et assurons-nous que ces minéraux servent réellement la transition énergétique, pas la guerre » dénonce Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie chez Greenpeace Canada

« Le rapport de mai dernier révélait déjà des impacts sur l'eau dus à l'exploration de NMG. Face à ce constat qui n'ira, selon nous, qu'en empirant, voire affectera négativement et de façon importante l'environnement d'une région de villégiature, pourquoi le gouvernement fédéral s'entête-t-il à appuyer un projet qui ne rencontre pas l'acceptabilité sociale mais qui génère plutôt sa division ? » ajoute May Dagher du comité administratif de la Coalition des opposants à un projet minier en Haute Matawinie (COPH)

-30-

Signataires

Rebecca Pétrin, directrice générale d'Eau Secours

Rodrigue Turgeon, avocat, co-porte-parole de la Coalition Québec meilleure mine.

André Bélanger, directeur général, Fondation Rivières

Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie chez Greenpeace Canada

Daniel Tokatéloff, Association pour la protection du lac Taureau (APLT)

May Dagher, membre de comité administratif de la COPH

Contact média

Mathieu Langlois

Responsable des communications, Eau Secours

514-588-5608

communications@eausecours.org